



Taux actuels de retard de croissance: 8.1% d'émaciation: 42.6% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 23.4%

Source: Gouvernement république démocratique du congolais (DHS, 2013)

Bons résultats

- République démocratique du Congo : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Second generation growth and poverty reduction strategy paper) accorde une grande importance à la nutrition.
- République démocratique du Congo : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- République démocratique du Congo : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- République démocratique du Congo : ce pays a mis en place un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- République démocratique du Congo : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2013-2014.
- République démocratique du Congo : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 99% des enfants en 2014.
- République démocratique du Congo : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (7.18% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- République démocratique du Congo : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (11.1% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- République démocratique du Congo : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- République démocratique du Congo : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques, on note toujours l'absence d'objectifs de nutrition clairs assortis de délais.
- République démocratique du Congo : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (52.4% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (28.7% en 2015) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- République démocratique du Congo : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- République démocratique du Congo : l'État n'offre pas de dispositifs de protection sociale.
- Le taux d'enregistrement des naissances (27.8% en 2010) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.



Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	7.18%	2014	13e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	11.1%	2014	18e

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Moyen	2014	30e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Moyen	2013	27e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	27.8%	2010	39e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Très médiocre	2016	43e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Médiocre	2011	31er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Pas dans la loi	2011	26e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2011	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2015	1er ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	99%	2014	2e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	52.4%	2015	41er
Population ayant accès à un assainissement amélioré	28.7%	2015	26e
Visites médicales pour les femmes enceintes	88.4%	2014	29e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2011 - 2015	12e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Non	2012	32e ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2013-2014	1er ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2016	15e ex aequo
--	----------------------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel